



Just Peace Advocates
Mouvement Pour Une Paix Juste

26,4 MILLIARDS DE DOLLARS DANS 81 ENTREPRISES

**En 2025, le bas de laine des Québécois-es est demeuré complice
des crimes d'Israël en Palestine**

**Une analyse conjointe
de la Coalition du Québec URGENCE Palestine
et de *Just Peace Advocates*/Mouvement pour une paix juste**

TABLE DES MATIÈRES

Résumé

Présentation

1. Les crimes d'Israël en Palestine et les activités économiques complices
2. Nos sources d'information concernant la Caisse et les entreprises complices
3. Principaux résultats
4. Évolution des investissements depuis le rapport annuel 2024
 - 4.1. Étude de cas: WSP et Alstom
 - 4.2. Retrait de certains investissements
 - 4.3. Nouveaux investissements complices
 - 4.4. Une nouvelle hausse des investissements dans le secteur militaire
 - 4.5. CAE
 - 4.6. Alphabet, Amazon et Microsoft : au service des crimes d'Israël
 - 4.7. Airbnb, Booking et Expedia : le tourisme colonial
 - 4.8. Caterpillar : la machinerie lourde criminelle
5. Conclusion

Résumé

Une analyse détaillée du rapport annuel 2025 de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) révèle que la Caisse investit, au 31 décembre 2025, 26,4 milliards \$ dans 81 entreprises ayant des activités qui contribuent aux crimes d'Israël en Palestine*. Cela représente 5,1 % de l'actif net de la Caisse, qui s'établit à 517,3 milliards \$ à la même date.

Un an plus tôt, au 31 décembre 2024, la Caisse investissait 27,4 milliards \$ dans 76 entreprises complices des crimes d'Israël, ce qui représentait 5,8 % du total de ses investissements qui s'élevaient alors à 473,3 milliards \$.

Globalement, la situation n'a donc pas beaucoup changé de 2024 à 2025. Mais cela ne veut pas dire que rien n'a changé. Car la Caisse a tout de même démontré, dans quelques cas, un intérêt à désinvestir ou à faire pression sur une entreprise pour qu'elle mette fin à ses activités problématiques. Dans le cas de la multinationale québécoise WSP Global Inc, la Caisse a dit être intervenue auprès de l'entreprise pour qu'elle se départisse de ses activités dans ce que l'ONU considère être les territoires palestiniens occupés... sans formuler les choses ainsi évidemment. Cette décision est certainement à mettre au compte des pressions exercées sur l'institution par un ensemble d'acteurs d'ici et d'ailleurs, dont la campagne « Sortons la Caisse des crimes en Palestine ».

* Les entreprises identifiées comme complices de crimes contre le peuple palestinien se retrouvent dans une ou plusieurs des six listes suivantes : base de données des Nations Unies, projet *AFSC Investigate, Canada : Stop Arming Israel, Who Profits, Don't Buy Into Occupation and Campaign Against Arms Trade*.

Présentation

La présente analyse du [rapport annuel 2025](#) de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) a été réalisée conjointement par la Coalition du Québec URGENCE Palestine et *Just Peace Advocates*/Mouvement pour une paix juste. Les deux organisations ont aussi produit une [analyse conjointe du rapport 2024](#) de la Caisse.

La Coalition est un regroupement de 54 organisations syndicales, communautaires et citoyennes qui a lancé, le 17 mars 2025, la campagne panquébécoise [Sortons la Caisse des crimes en Palestine](#). Le Mouvement pour une paix juste est une organisation indépendante de défense des droits humains. Il a réalisé des analyses similaires des investissements de la CDPQ pour les années [2021](#), [2022](#) et [2023](#), en collaboration avec Palestiniens et Juifs unis et *Canadian BDS Coalition*.

Encore cette année, l'analyse vise à mettre en lumière le fait troublant et inacceptable que la CDPQ continue d'investir l'argent des Québécois-es dans des entreprises ayant des activités complices des crimes actuels commis par Israël en Palestine : génocide, occupation, colonisation, apartheid et toutes formes de violations des droits humains des Palestinien-nes et du droit international associées à ces crimes.

1. Les crimes d'Israël en Palestine et les activités économiques complices

Les colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé (TPO), qui comprend la bande de Gaza et la Cisjordanie (incluant Jérusalem-Est), ont été déclarées [contraires au droit international](#) par la Cour internationale de justice (CIJ) en 2004. En 2016, le Conseil de sécurité des Nations unies a réaffirmé que l'établissement de ces colonies par Israël constituait [une violation flagrante du droit international](#).

Le 19 juillet 2024, la CIJ a confirmé de nouveau l'illégalité de l'occupation et de la colonisation israéliennes des territoires palestiniens occupés depuis 1967 et a ordonné qu'elles cessent dans les plus brefs délais. La Cour a déclaré que tous les États - ce qui inclut le Canada et le Québec - doivent « [prendre des mesures pour empêcher les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de \[l'occupation illégale\]](#) » (par. 278), ce qui inclut les investissements de la CDPQ.

Le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale des Nations Unies a donné à Israël un maximum d'un an pour mettre un terme à son occupation et sa colonisation illégales du TPO. Deux mois plus tard, la Cour pénale internationale (CPI) a lancé des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Gaza.

Le 26 janvier 2024, la CIJ a rendu une [ordonnance](#) dans une affaire intentée par l'Afrique du Sud contre Israël pour ses violations de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* de 1948 dans le cadre de son assaut militaire contre Gaza. La CIJ a reconnu qu'il existe un risque plausible de génocide à Gaza et a ordonné des mesures conservatoires qu'Israël n'a pas respectées. La CIJ continuera d'entendre l'affaire au cours des prochaines années. Il revient aux États, dont le Canada et le Québec, de poser des actions immédiates pour faire cesser le génocide qui est toujours en cours à Gaza.

Le 31 août 2025, l'Association internationale des chercheurs en génocide a adopté [une résolution](#) déclarant que « les politiques et actions d'Israël à Gaza répondent à la définition juridique du génocide ».

Le 16 septembre 2025, la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU sur le territoire palestinien a publié [un rapport](#) affirmant qu'Israël avait commis un génocide à l'égard des Palestinien·nes.

Le 2 juillet 2025, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Me Francesca Albanese, a rendu public son troisième rapport intitulé [De l'économie d'occupation à l'économie de génocide](#). Le rapport examine le rôle que les entreprises israéliennes et internationales ont joué dans la mise en œuvre, le maintien et l'extension de l'occupation et de la colonisation illégales du territoire palestinien par Israël depuis 1967. Et comment leur participation s'est poursuivie et s'est même accrue dans la phase génocidaire du projet de dépossession du peuple palestinien. **Le rapport pointe spécifiquement la CDPQ parmi les facilitateurs du secteur financier** qui acheminent « des fonds essentiels vers les acteurs publics et privés qui soutiennent l'occupation israélienne et l'apartheid, bien que de nombreuses entreprises du secteur se soient engagées à respecter les Principes pour l'investissement responsable et le Pacte mondial des Nations Unies ».

Le droit international interdit de fournir des armes, de la machinerie, de l'équipement, des matériaux, des produits et des services de quelque nature que ce soit qui contribuent au génocide à Gaza, à la création, au maintien ou à l'expansion des colonies israéliennes, au régime d'apartheid israélien et à l'occupation militaire en Palestine. Toute forme de complicité avec les crimes d'Israël doit cesser immédiatement.

2. Nos sources d'information concernant la Caisse et les entreprises complices

Le [rapport annuel 2025](#) de la CDPQ a été rendu public le 6 mai 2026. Notre analyse a porté spécifiquement sur la liste des investissements sur les marchés publics et privés au 31 décembre 2025 que l'on retrouve dans le document [Renseignements additionnels au Rapport annuel 2025](#) (pp. 32 à 133).

Nous avons comparé la liste des investissements de la CDPQ avec **six sources crédibles et reconnues** qui fournissent des informations concernant des entreprises ayant des activités économiques en lien avec les crimes commis par Israël en Palestine : génocide, occupation, colonisation, apartheid et toutes formes de violations des droits humains des Palestinien·nes et du droit international associées à ces crimes.

- 1) La [base de données des Nations unies](#) sur les entreprises engagées dans certaines activités de colonisation israélienne dans le Territoire palestinien occupé (TPO), mise à jour le 26 septembre 2025;
- 2) La base de données du [projet AFSC Investigate](#), incluant la liste [Companies Profiting from the Gaza Genocide](#);
- 3) La liste [Canada : Stop Arming Israel](#) de *World Beyond War*;
- 4) La liste [Who Profits Database of Complicit Companies](#);
- 5) La liste de [Don't Buy Into Occupation](#);
- 6) La liste de [Campaign Against Arms Trade](#) des entreprises d'armement possédant des licences d'exportation vers Israël.

Toutes ces listes sont des sources importantes d'information. Les cinq dernières proviennent d'organisations de la société civile qui surveillent méthodiquement les agissements d'un grand nombre d'entreprises, souvent depuis plusieurs années. **La base de données des Nations unies ne saurait être considérée comme suffisante.** D'une part, elle se concentre sur les compagnies engagées dans des activités de colonisation et ne comprend aucune compagnie d'armement. D'autre part, de son propre aveu, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) n'a pas les ressources suffisantes pour faire un travail exhaustif. Lors de la dernière mise à jour, il avait reçu 733 contributions concernant l'implication alléguée de 596 entreprises. Faute de ressources suffisantes, le HCDH a dû prioriser l'examen de 215 entreprises, y compris les 97 entreprises répertoriées lors de la mise à jour de 2023. Sa liste comprend maintenant 158 entreprises.

Il est à noter que la majorité des entreprises se retrouvent dans plusieurs de ces listes.

3. Principaux résultats

Le rapport annuel pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2025 indique que la CDPQ a investi 26,4 milliards \$ dans 81 entreprises complices de crimes d'Israël en Palestine. Cela représente 5,1% du total des actifs de la CDPQ, qui s'élèvent à 517,3 milliards \$.

Le tableau suivant (Tableau 1) fournit la liste de ces entreprises, ainsi que le nombre d'actions que la CDPQ y détient et la valeur de ces actions en millions de dollars (M\$).

TABLEAU 1

Liste des investissements de la CDPQ au 31 décembre 2025 dans 81 entreprises complices

Entreprise	Actions	Valeur (M\$)
------------	---------	--------------

ABB Ltd ^{(2) (4)}		615 024	63
ACS Actividades de Construcción y Servicios SA ⁽¹⁾		146 616	20
Airbnb Inc ^{(1) (2) (4) (5)}		984 268	183,1
Allianz SE ⁽²⁾		497 649	312,8
Allison Transmission Holdings Inc ⁽²⁾		596 888	80,1
Alphabet Inc ^{(2) (3) (5)}	Classe A	7 243 276	3 107,7
	Classe C	1 588 368	683,2
Amazon.com Inc ^{(2) (3) (5)}		7 786 509	2 463,6
Ametek Inc ⁽⁶⁾		315 235	88,7
Amphenol Corp ⁽⁶⁾		1 493 722	276,7
AP Moller - Maersk AS ^{(2) (4) (5)}		1 206	3,8
Asseco Poland SA ⁽²⁾		22 512	2
Atlas Copco AB ^{(2) (4)}	Classe A	3 901 291	96,3
	Classe B	701 512	15,5
BAE Systems PLC ^{(2) (3) (5) (6)}		3 002 133	94,9
Booking Holdings Inc ^{(1) (2) (4) (5)}		83 450	612,6
BRP Inc ⁽²⁾	Actions	977 000	94,8
	Valeurs convertibles	-	500 *
CAE Inc ⁽³⁾	Actions	30 917 402	1 290,5
	Obligations	-	78,2
Carrefour SA ^{(2) (4) (5)}		309 800	7,1
Caterpillar Inc ^{(2) (3) (4) (5) (6)}		480 122	377

Cemex SAB de CV ^{(2) (4)}		20 390 758	33,9
Cisco Systems Inc ^{(2) (3) (4) (5)}		4 228 315	446,5
CNH Industrial NV ^{(2) (4) (5)}		539 700	6,9
Coca-Cola Co, The ^{(2) (5)}		2 127 060	203,8
Curtiss-Wright Corp ^{(3) (6)}		41 038	31
Dell Technologies Inc ^{(2) (4) (5)}		80 100	13,8
Doosan Bobcat Inc ⁽²⁾		37 355	2,1
Doosan Co Ltd ⁽²⁾		5 135	3,8
Doosan Enerbility Co Ltd ⁽²⁾		305 465	21,9
Expedia Group Inc ^{(1) (2) (4) (5)}		575 023	223,3
FANUC Corp ^{(2) (3) (5)}		533 345	28,4
First Solar Inc ^{(2) (4)}		18 448	6,6
Ford Motor Company ^{(2) (3) (4) (5)}		3 401 309	61,2
Fosun International Ltd ^{(1) (2)}		1 016 538	0,8
General Dynamics Corp ^{(2) (3) (5) (6)}		96 840	44,7
General Electric Co (maintenant GE Aerospace) ^{(2) (3) (4) (5) (6)}		542 830	229,2
General Motors Co ^{(2) (3) (4)}		2 649 082	295,3
HD Hyundai Heavy Industries Co Ltd ⁽²⁾		46 246	22,4
HDI Aerospace Intermediate Holding III Corp (Héroux-Devtek) ⁽³⁾	Obligations	-	100 *
Heidelberg Materials AG ^{(1) (2) (4) (5)}		290 267	104,2
Hitachi Ltd ^{(2) (4)}		6 514 168	279,2

Honeywell International Inc ^{(2) (3) (5) (6)}		435 639	116,5
Howmet Aerospace Inc ⁽³⁾		591 680	166,3
Hyundai Heavy Industries Co Ltd ⁽²⁾		258 379	100,1
Intel Corp ^{(2) (5)}		1 393 936	70,5
International Business Machines Corp ^{(2) (4) (5)}		208 434	84,6
Kongsberg Gruppen ASA ⁽²⁾		927 275	32,6
L3Harris Technologies Inc ^{(2) (3) (5) (6)}		382 032	153,7
Leonardo SpA ^{(2) (3) (4) (5) (6)}		183 780	14,5
Logitech International SA ⁽²⁾		1 326 296	187,1
Mercedes Benz Group AG ^{(2) (4) (5)}		765 839	74,1
Meta Platforms Inc ^{(2) (5)}	Classe A	1 915 837	1 733,5
	Obligations	-	51,1
Microsoft Corp ^{(2) (3) (4) (5)}		6 397 356	4 240,9
Minerals Technologies Inc ^{(2) (4)}		62 000	5,2
Mitsubishi Corp ^{(2) (4)}		360 585	11,3
Motorola Solutions ^{(1) (2) (4) (5)}		270 919	142,4
NVIDIA Corp ⁽²⁾		17 181 325	4 392,3
Oracle Corp ^{(4) (5)}		44 820	12
Oshkosh Corp ^{(2) (4) (5)}		263 239	45,3
Palantir Technologies Inc ^{(2) (3) (5)}		22 331	5,4
PayPal Holdings Inc ⁽²⁾		2 061 821	165
Phoenix Financial Ltd ⁽²⁾		175 500	9,9

QinetiQ Group PLC ⁽⁶⁾		547 400	4,5
Rheinmetall AG ^{(3) (6)}		4 953	12,4
Rolls-Royce Holdings PLC ^{(2) (4) (5) (6)}		13 628 828	288,9
RTX Corp ^{(2) (3) (5) (6)}		499 361	125,5
Safran SA ^{(3) (6)}		428 944	205,3
Siemens AG ^{(2) (4) (5)}		438 481	168,8
Smiths Group PLC ^{(3) (6)}		106 857	4,6
Solvay SA ^{(2) (4)}		54 100	2,4
Sony Group Corp ^{(2) (4)}		4 396 625	154,7
Tata Motors Ltd ⁽²⁾		752 543	4,8
Teledyne Technologies Inc ⁽⁶⁾		225 931	158,2
Textron Inc ^{(2) (6)}		334 500	40
Thermo Fisher Scientific Inc ⁽⁶⁾		315 957	251
Top Aces Inc ⁽³⁾		-	100 *
Toyota Motor Corp ^{(2) (4) (5)}		4 072 487	119,5
Trelleborg AB ⁽⁶⁾		27 714	1,6
Vinci SA ^{(2) (5)}		200 381	38,7
Vintage Fund of Funds VI (Israel) LP **	Actions	-	100 *
Volvo AB ^{(2) (4) (5)}		219 600	9,7
Wartsila Oyj Abp ⁽⁶⁾		3 593 053	175,8
Woodward Inc ^{(2) (5)}		12 100	5
TOTAL			26 396,3

Sources : (1) ONU (2) AFSC (3) World Beyond War (4) Who Profits (5) Don't Buy Into Occupation (6) Campaign Against Arms Trade

* La Caisse ne fournit pas les montants exacts des investissements sur les marchés privés, mais des intervalles de valeurs. Faute de données plus précises, nous avons retenu la valeur médiane: 100 pour l'intervalle [0-200] et 500 pour l'intervalle [400-600].

** Vintage Fund of Funds VI (Israel) LP est un fond d'investissement israélien dont le dépositaire est Bank Leumi ^{(1) (2) (4) (5)}; il a donc été inclus.

4. Évolution des investissements depuis le rapport annuel 2024

Du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025, les investissements de la Caisse dans des compagnies complices des crimes d'Israël en Palestine ont diminué de 1 milliard \$, passant de 27,4 milliards \$ à 26,4 milliards, soit 5,8 % et 5,1 % des actifs de la Caisse à ces dates respectives. De 2023 à 2024, nous avons plutôt constaté une augmentation de 5,3 milliards \$.

En comparant les données au 31 décembre 2025 avec celles de l'année précédente, on constate que cette diminution globale de 1 milliard \$ est le résultat de plusieurs changements en directions opposées, parfois plus significatifs :

- **Alstom et WSP Global**, deux entreprises qui constituaient des investissements majeurs de la Caisse au 31 décembre 2024 (2,6 milliards \$ et 5,2 milliards \$ respectivement) **ont cessé leurs activités complices au cours de l'année 2025**; à lui seul, ce changement représente une réduction *de facto* de 7,8 milliards \$ des investissements problématiques de la Caisse. Voir la section 4.1.
- La Caisse **n'investit plus** dans 14 des compagnies complices recensées l'an dernier. Cela représente une réduction de 649,5 millions \$ de ses investissements problématiques. Voir la section 4.2.
- Par ailleurs, la Caisse investit dans **9 nouvelles entreprises complices**, pour un total de 180,4 millions \$. Voir la section 4.3.
- Il y a aussi un bloc de **60 entreprises citées dans l'analyse du rapport 2024 dans lesquelles la Caisse a maintenu des investissements** d'une fin d'année à l'autre. Du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025, le total de ces investissements est passé de 19 milliards \$ à 24,8 milliards \$, une augmentation de 5,8 milliards \$. À elles seules, sept entreprises sont responsables des trois quarts de cette augmentation :

- Les investissements de la Caisse dans quatre entreprises du secteur technologique (Alphabet, Amazon, Microsoft et NVIDIA) sont passés de 11,2 milliards \$ (fin-2024) à 14,9 milliards \$ (fin-2025).
- Les investissements de la Caisse dans trois entreprises du secteur tourisme (Airbnb, Booking et Expedia) sont passés de 330 millions \$ à 1 milliard \$. Notons que ces trois entreprises sont sur la liste de l'ONU depuis plusieurs années.
- Aussi, **12 nouvelles entreprises** dans lesquelles la Caisse investit ont été identifiées comme complices. Il ne s'agit pas de nouveaux investissements, puisque la Caisse détenait déjà ces actifs en date du 31 décembre 2024: elles ont plutôt été ajoutées dans la mise à jour des listes de référence qui ont servi à l'analyse du rapport 2025. Leur valeur totale représente près de 1,5 milliards \$.
- Au 31 décembre 2025, les investissements de la Caisse dans des **entreprises du secteur militaire** complices du génocide à Gaza ont augmenté de 500 millions \$. Voir la section 4.4

4.1. Étude de cas: WSP et Alstom

WSP Global est une multinationale québécoise de génie-conseil, et Alstom est une multinationale française du secteur des transports, dont le siège pour la région des Amériques est situé au Québec. Au 31 décembre 2025, elles représentent toutes deux des investissements importants de la CDPQ, avec respectivement 4,6 milliards \$ pour WSP et 3,3 milliards \$ pour Alstom. Pendant plusieurs années, ces deux entreprises ont joué un rôle dans l'expansion et le maintien des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est.

Alstom

[Alstom a fourni les wagons pour le projet de train léger de Jérusalem](#), et en assurait l'entretien via sa filiale Citadis. Ce projet a permis de relier des colonies israéliennes de Jérusalem-Est, facilitant le transfert de colons [en violation flagrante du droit international](#). Alstom a fait l'acquisition de Bombardier Transport en 2021. En tant que partie intégrante d'Alstom, Bombardier Transport a fourni à Israël des trains et de l'équipement pour la ligne A1 Jérusalem – Tel-Aviv. Ce train coupe à travers la Cisjordanie occupée et passe sur des terres palestiniennes publiques et privées, dont certaines ont été confisquées pour le projet. Ceci est illégal en droit international, d'autant plus que la ligne A1 est réservée aux citoyens israéliens et ne relie aucune ville en Palestine occupée.

Depuis 2023, [Alstom affirme n'avoir plus aucune activité dans \(ou en lien avec\) le territoire palestinien occupé](#). La compagnie a finalement été retirée de la liste de l'ONU en septembre 2025. Alors que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) est transparent envers les compagnies qui font l'objet d'une enquête de sa part, il n'est absolument pas transparent envers le public quant aux raisons de ses décisions de retrait. Suite à la décision du HCDH, nous avons retiré Alstom de notre liste des investissements complices de la Caisse en 2025.

WSP

De son côté, [WSP a assuré l'électrification de la ligne Jérusalem - Tel-Aviv](#) via sa filiale Parsons Brinckerhoff, acquise en 2014. WSP a aussi joué un rôle essentiel dans le projet de train léger de Jérusalem, dont elle a supervisé la réalisation pour le compte de l'État israélien, en faisant notamment [la révision des plans et le contrôle de qualité](#).

En 2022, *Just Peace Advocates* et l'organisation palestinienne de défense des droits humains *Al-Haq* ont présenté [une demande conjointe à l'ONU](#) pour que WSP Global soit ajoutée à la base de données. En 2024, en réponse à un appel de la rapporteuse spéciale des Nations unies, Francesca Albanese, les deux organisations ont de nouveau soumis [une demande d'ajout de WSP](#) à la base de données des Nations unies sur les entreprises complices.

En septembre 2025, le journal d'affaires israélien *Globes* rapporte que [WSP a l'intention de fermer sa branche israélienne](#). WSP justifie ce retrait par une décision de réduire sa présence dans des « petits pays ». Mais l'article laisse plutôt entendre que c'est le résultat des « fortes pressions subies par les compagnies occidentales pour qu'elles cessent leurs opérations en Israël à cause de la guerre à Gaza ». Quelques semaines plus tard, l'ONU publie la liste mise à jour, où WSP reste absente.

En février 2026, le média Web [Pivot publie les résultats de son enquête](#) révélant que WSP a cédé sa filiale israélienne à l'équipe de direction locale, qui en aurait changé le nom pour « PBIL Consulting Engineers LTD ». Mais des zones d'ombre demeurent quant à son indépendance complète, la transaction n'ayant été annoncée officiellement ni par le vendeur, ni par l'acquéreur, et le nom de domaine de la nouvelle compagnie ([pbisrael.com](#)) semblant toujours appartenir à WSP.

En mai 2026, en commission des finances publiques, le PDG de la Caisse, Charles Emond, a confirmé que WSP n'avait plus d'activités en Israël : « Dans le cas de WSP, où on est un actionnaire majeur, on a eu des discussions et ils ont indiqué publiquement avoir cédé ces opérations ». Il a qualifié le retrait d'Israël de WSP de « résultat tangible » de l'intervention de la Caisse.

Le retrait de WSP démontre la capacité d'action bien réelle de la Caisse en tant qu'actionnaire principal. Mais il illustre avant tout l'impact de l'ensemble des pressions sur les entreprises (comme WSP) et les institutions (comme la Caisse) pour qu'elles coupent tout lien avec l'occupation et la colonisation israéliennes. On pense ici aux mémoires de *Just Peace Advocates* au HCDH, à la campagne de désinvestissement de la Coalition, mais aussi au rapport de Francesca Albanese qui épinglait spécifiquement la Caisse, et même à certains pays qui commencent à exiger des compagnies soumissionnaires de gros projets que leurs activités en Israël soient conformes au droit international et respectent les droits humains. Le retrait de WSP et l'intervention de la Caisse en ce sens sont des victoires à mettre au compte de ce large mouvement, dont nous faisons partie.

Ceci dit, le manque d'honnêteté et de transparence de WSP et de la Caisse dans toute cette affaire demeure condamnable. Leur adhésion aux [Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#) en est une de façade seulement. Sans reconnaître, encore aujourd'hui, qu'elles ont été partie prenante de violations des droits des Palestiniens pendant tant d'années, elles se dérobent à leur obligation de « prévoir des mesures de réparation ou collaborer à leur mise en œuvre suivant des procédures légitimes » (Article 22).

4.2. Retrait de certains investissements

En comparant les rapports annuels 2024 et 2025, on constate que la CDPQ a **retiré ses investissements de 14 entreprises** présentées ci-dessous (Tableau 2), qui représentaient, en 2024, un total de 649,5 millions \$.

TABLEAU 2

Liste des entreprises dans lesquelles la CDPQ n'investit plus au 31 décembre 2025

Entreprises	2024		2025
	Actions	Valeur (M\$)	Actions
Airbus SE ⁽⁶⁾	184 600	42,6	0
Apollo Global Management Inc ⁽²⁾	1 500	0,4	0
Boeing Company, The ^{(2) (3) (4) (5) (6)}	405 517	103,2	0
Canon Inc ⁽²⁾	260 748	12,3	0
Hewlett Packard Enterprise Co ^{(2) (3) (4) (5)}	3 346 799	102,8	0
Leidos Holdings Inc ^{(2) (3)}	96 578	20,0	0

Lockheed Martin Corp ^{(2) (3) (5) (6)}	228 692	159,8	0
Northrop Grumman Corp ^{(2) (3) (5) (6)}	79 695	53,8	0
Orbia Advance Corp SAB de CV ⁽²⁾	7 602 500	7,9	0
Syensqo SA ^{(4) (5)}	20 400	2,1	0
Tempur Sealy International Inc ^{(2) (4) *}	216 196	17,6	0
Terex Corp ^{(2) (4)}	256	0,0	0
Teva Pharmaceutical Industries Ltd ^{(2) (4)}	616 753	19,7	0
Thales SA ^{(2) (3) (6)}	519 882	107,3	0
TOTAL		649,5	0
Sources : (1) ONU (2) AFSC (3) World Beyond War (4) Who Profits (5) Don't Buy Into Occupation (6) Campaign Against Arms Trade			
* Tempur Sealy a cessé ses activités dans le territoire palestinien occupé en 2025, et a donc été retiré de la liste d'analyse.			

On note que cinq de ces entreprises sont du secteur militaire : Airbus, Boeing, Lockheed Martin, Northrop Grumman et Thales. Cependant, cela n'est **pas** une indication d'une volonté de la Caisse de cesser d'investir dans des entreprises du complexe militaro-industriel qui alimentent la machine de guerre israélienne. D'une part, parce que le rapport trimestriel de la Caisse à la [U.S. Securities and Exchange Commission](#) en date du 31 mars 2026 indique que les investissements ont repris dans Boeing et dans Northrop Grumman. D'autre part, parce que les investissements complices de la Caisse dans le secteur militaire ont augmenté de 10,7 %; voir la section 4.4.

Teva Pharmaceutical Industries Ltd est une entreprise pharmaceutique israélienne. La Caisse y investissait fin-2022 et fin-2024. Mais elle n'y investissait pas fin-2023 et fin-2025. Donc pas de volonté claire de désinvestissement dans ce cas non plus.

4.3. Nouveaux investissements complices

En 2025, la CDPQ a investi dans 9 entreprises dans lesquelles elle n'avait aucun investissement au 31 décembre 2024, pour un total de 180,4 millions \$. Cela inclut 3 nouvelles entreprises militaires.

TABLEAU 3

Liste des nouveaux investissements complices de la CDPQ au 31 décembre 2025

Entreprises	Actions - 2025	Valeur (M\$) - 2025
AP Moller - Maersk AS	1 206	3,8
Ford Motor Company	3 401 309	61,2
Fosun International Ltd	1 016 538	0,8
Leonardo SpA	183 780	14,5
Oshkosh Corp	263 239	45,3
Phoenix Financial Ltd	175 500	9,9
Smiths Group PLC	106 857	4,6
Trelleborg AB	27 714	1,6
Vinci SA	200 381	38,7
TOTAL		180,4

4.4. Une nouvelle hausse des investissements dans le secteur militaire

En date du 31 décembre 2025, la Caisse investissait **4,2 milliards \$ dans 27 entreprises du secteur militaire**, une augmentation de 24 % par rapport aux 3,4 milliards de dollars d'investissements dans 24 entreprises identifiées l'an dernier. Rappelons que notre analyse de l'an dernier avait révélé que ces mêmes investissements complices étaient passés de 2 milliards \$ à 3,4 milliards \$ entre 2023 et 2024, soit une augmentation de 70 %.

D'un côté, la Caisse a investi dans **3 nouvelles entreprises militaires**: Leonardo, Smiths Group et Trelleborg. De l'autre, la Caisse ne détenait plus aucun actif dans 5 entreprises militaires identifiées dans le rapport de l'an dernier: cela dit, comme expliqué plus haut, ce retrait ne relève pas d'une volonté de désinvestissement.

Il faut cependant noter que les résultats de cette année incluent 5 nouvelles entreprises dans lesquelles la Caisse détenait déjà des actifs au 31 décembre 2024. Or, ces entreprises ne faisaient pas partie des bases de données utilisées pour l'analyse de l'an dernier. Elles ont donc été incluses seulement dans l'analyse de cette année. En prenant en compte ce facteur, l'augmentation réelle des investissements militaires de la Caisse est de 409,5 millions \$, soit d'environ 10,7 %. Il s'agit d'une augmentation comparable à l'évolution de l'actif global net de la Caisse, de 9,3% en 2025.

En conclusion, on constate que le poids relatif des investissements complices de la Caisse dans le secteur militaire **s'est maintenu autour de 0,8 %** de son portefeuille.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des actifs de la Caisse dans ces 32 entreprises (Tableau 4).

TABLEAU 4

Variation des investissements dans des entreprises du secteur militaire, entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025

Entreprises		Actions Variation 2024-2025	Valeur (M\$) Variation 2024-2025
Airbus SE ⁽²⁾		- 184 600	- 42,6
Allison Transmission Holdings Inc ⁽³⁾		+ 152 370	+ 11
Ametek Inc		+ 157 050	+ 47,7
Amphenol Corp		- 1 014 736	+ 26,1
BAE Systems PLC		+ 1 662 440	+ 67,2
Boeing Company, The ⁽²⁾		- 405 517	- 103,2
CAE Inc	Actions	0	+ 162,0
	Obligations		+ 0,1
Curtiss-Wright Corp		+ 27 342	+ 24
General Dynamics Corp		- 125 269	- 39,5
General Electric Co		- 356 790	+ 13,4
HDI Aerospace Intermediate Holding III Corp (Héroux-Devtek)		?	?
Honeywell International Inc		- 332 693	- 133,1
Howmet Aerospace Inc		+ 114 436	+ 91,2
Kongsberg Gruppen ASA		+ 154 118	- 92,7
L3Harris Technologies Inc		+ 307 032	+ 131
Leonardo SpA ⁽¹⁾		+ 183 780	+ 14,5
Lockheed Martin Corp ⁽²⁾		- 228 692	- 159,8
Northrop Grumman Corp ⁽²⁾		- 79 695	- 53,8

QinetiQ Group PLC ⁽³⁾	- 1 294 753	- 9,3
Rheinmetall AG	- 23 915	- 14
Rolls-Royce Holdings PLC	+ 2 398 790	+ 173,9
RTX Corp	+ 498 561	+ 125,4
Safran SA	+ 187 630	+ 129,1
Smiths Group PLC ⁽¹⁾	+ 106 857	+ 4,6
Teledyne Technologies Inc	- 68 170	- 38,1
Textron Inc	+ 243 200	+ 30
Thales SA ⁽²⁾	- 519 882	- 107,3
Thermo Fisher Scientific Inc ⁽³⁾	- 8 052	+ 8,6
Top Aces Inc ⁽³⁾	?	?
Trelleborg AB ⁽¹⁾	+ 27 714	+ 1,6
Wartsila Oyj Abp ⁽³⁾	+ 2 875 070	+ 157,5
Woodward Inc	- 75 466	- 16
	TOTAL	+ 409,5
<p>(1) Entreprise dans laquelle la Caisse ne détenait aucun actif en date du 31 décembre 2024.</p> <p>(2) Entreprise dans laquelle la Caisse ne détenait aucun actif en date du 31 décembre 2025.</p> <p>(3) Nouvelle entreprise identifiée dans laquelle la Caisse détenait des actifs en date du 31 décembre 2024.</p>		

Dans l'ensemble, la CDPQ a augmenté le nombre d'actions qu'elle détenait dans 14 entreprises d'armements (dont 3 nouvelles entreprises).

- ➔ **7 fois plus d'actions de L3Harris**, fabricant de composants qui sont intégrés dans de nombreux systèmes d'armes de l'armée israélienne, notamment dans les bombes air-sol et dans ses avions, chars et navires de guerre. L3Harris possède plusieurs succursales au Canada, dont une à Mirabel.
- ➔ **2 fois plus d'actions de BAE**, qui fournit à l'armée israélienne une large gamme d'armements, notamment des composants pour avions de combat, des munitions, des kits de lancement de missiles et des véhicules blindés.

4.5. CAE

CAE est une entreprise basée à Montréal qui fabrique différents simulateurs d'appareils. Bien qu'une part de ses activités concerne l'aviation civile, CAE fabrique également des simulateurs pour des appareils militaires, notamment des avions de chasse, [des hélicoptères d'attaque](#) (Apache et Black Hawk), des [drones militaires](#) et des navires de guerre.

CAE a travaillé en partenariat avec plusieurs entreprises militaires israéliennes, [dont IAI, Aeronautics Defense Systems et Elbit Systems](#). L'entreprise a également fourni des simulateurs d'avions de combat à l'armée israélienne. Cet équipement a servi à entraîner les pilotes israéliens qui ont conduit les frappes meurtrières contre la population palestinienne lors de l'assaut génocidaire à Gaza.

Par ailleurs, CAE a été citée dans le rapport [Exposing Canadian Military Exports to Israel](#) publié en juillet 2025 dans le cadre de la campagne *Arms Embargo Now*. Le rapport révèle qu'entre juin 2024 et avril 2025, l'entreprise a fait pas moins de 6 livraisons de matériel militaire vers Israël. En ce sens, CAE collabore à ce jour encore étroitement avec l'armée israélienne, et se rend donc complice des crimes de guerre perpétrés contre la population palestinienne.

En date du 31 décembre 2025, la Caisse détenait près de 1,4 milliard \$ d'actifs dans CAE, dont près de 10 % des actions de l'entreprise. En tant qu'un des principaux actionnaires, il va sans dire que la Caisse dispose d'un levier de pression important pour que CAE rompe tous ses liens avec Israël, comme elle a pu le faire dans le cas de WSP.

4.6. Alphabet, Amazon et Microsoft : au service des crimes d'Israël

Les géants du numérique – Alphabet, Amazon et Microsoft – fournissent depuis des années une infrastructure essentielle au gouvernement, à l'armée, aux services de renseignement et au système carcéral israéliens. Leurs technologies soutiennent la surveillance de masse des Palestiniens, l'administration du système d'apartheid qui les encarcane, et le fonctionnement des colonies israéliennes illégales.

Les ressources informatiques d'Alphabet, d'Amazon et de Microsoft ont aussi joué un rôle déterminant dans le génocide à Gaza. Dès le début, pour les préparatifs de l'invasion terrestre de Gaza, l'armée israélienne s'est tournée vers leurs parcs de serveurs, leur puissance de calcul et leurs outils d'intelligence artificielle. En mars 2024, la consommation des services d'intelligence artificielle de Microsoft Azure par l'armée israélienne était 64 fois supérieure à ce qu'elle était avant le début du génocide.

Le 6 août 2025, une enquête conjointe du *Guardian* et des webmagazines israéliens *Local Call* et [+972](#) révélait que Microsoft avait développé une version sur mesure d'Azure pour l'Unité 8200 du renseignement israélien, qui lui servait à héberger les fichiers audio de millions d'appels cellulaires passés chaque jour par des Palestinien·nes à Gaza et en Cisjordanie. Le 25 septembre, la compagnie a cessé de fournir ses services *cloud* destinés à cette unité, et le 11 mai 2026 elle a limogé le directeur général de sa filiale israélienne. Mais ce n'était là qu'une des facettes de la collaboration de Microsoft avec l'occupation, la colonisation et le génocide.

Au 31 décembre 2025, la Caisse investissait :

- **3,8 milliards \$** dans Alphabet;
- **2,5 milliards \$** dans Amazon;
- **4,2 milliards \$** dans Microsoft.

4.7. Airbnb, Booking et Expedia : le tourisme colonial

En plus du génocide actuel à Gaza, Israël dépossède le peuple palestinien depuis des décennies, par son déplacement forcé et son remplacement par une population de colons israéliens. Actuellement, plus de 700 000 colons vivent illégalement en territoires palestiniens occupés.

Au mépris du droit international, des compagnies de partout dans le monde contribuent à la construction et au développement des colonies, **et à la normalisation de cette colonisation.**

Des compagnies comme Airbnb, Booking et Expedia proposent des locations dans des colonies israéliennes illégales et les présentent comme étant en Israël plutôt que dans les territoires palestiniens occupés. Elles fournissent ainsi des emplois et des revenus aux colons, tout en dissimulant aux clients que leurs paiements soutiennent la colonisation. Et elles se rendent complices de discrimination contre les Palestinien·nes de Cisjordanie, qui n'ont pas accès à ces endroits contrairement aux Israéliens et aux touristes.

Au 31 décembre 2025, la Caisse investissait :

- **183 millions \$** dans Airbnb;
- **613 millions \$** dans Booking;
- **223 millions \$** dans Expedia.

Rappelons que ces trois entreprises sont sur la liste de l'ONU depuis plusieurs années.

4.8. Caterpillar : la machinerie lourde criminelle

Depuis 1967, 62 000 maisons palestiniennes ont été démolies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est par l'armée israélienne. Des bulldozers blindés D-9 de la compagnie Caterpillar sont souvent utilisés pour ces démolitions. Ils ont aussi servi à la construction des colonies, où vivent illégalement 700 000 Israéliens. Et ils ont aussi servi à construire le mur de l'apartheid, permettant à Israël de s'emparer de 10 % du territoire de la Cisjordanie.

Ces mêmes bulldozers ont servi au génocide à Gaza. Comme éclaireurs et démolisseurs pour l'avancée des troupes au sol. Comme principal outil pour la destruction systématique de quartiers et de villes entières, comme la ville de Rafah. Et comme arme pour écraser des civil-es palestinien·nes ou les enterrer une fois assassinés.

Au 31 décembre 2025, la Caisse investissait 377 millions de dollars de NOTRE ARGENT dans Caterpillar...

5. Conclusion

Les investissements complices de la Caisse ont diminué de 1 milliards \$ au cours de l'année 2025, soit une réduction de 3,6 %. Mais comme nous ne comptabilisons plus, comme investissements complices, les actifs de 7,9 milliards \$ de la Caisse dans Alstom et WSP, cela indique plutôt une augmentation importante des autres investissements complices de la Caisse! En outre, nous constatons une croissance de 10,7 % des investissements de la Caisse dans les entreprises militaires qui profitent du génocide à Gaza; de 30 % dans Alphabet, Amazon et Microsoft; de 208 % dans Airbnb, Booking et Expedia.

Depuis plus de trois ans, divers acteurs de la société civile québécoise interviennent auprès de la Caisse afin qu'elle reconnaisse le caractère hautement problématique, au plan légal et éthique, de **toutes les activités économiques qui contribuent, d'une manière ou d'une autre, aux crimes d'Israël contre le peuple palestinien**. Et nous demandons qu'elle désinvestisse de **toutes les compagnies ayant de telles activités**.

Mais, immanquablement, la Caisse tente de ramener le sujet sur « son exposition en Israël », c'est-à-dire sur ses investissements dans des **compagnies israéliennes**, qui ont [diminué de 44 %](#) en deux ans, passant de 431,5 millions \$ fin-2023 à 240,7 millions \$ fin-2025, soit de 0,1 % de son portefeuille à 0,04 % de son portefeuille. C'est une tendance que nous reconnaissons d'emblée, qui résulte de la mobilisation citoyenne, mais la Caisse a l'obligation de faire beaucoup plus. Car notre analyse révèle qu'au 31 décembre 2025, la Caisse investissait 26,4 milliards \$ dans **81**

entreprises de partout dans le monde ayant des activités complices des crimes d'Israël, ce qui représente 5,1 % de son portefeuille et 140 fois plus que son « exposition en Israël ».

Non seulement la Caisse *doit* faire plus, mais elle *peut* clairement faire plus, comme l'a révélé lui-même le PDG de la Caisse, Charles Émond, en [commission des finances publiques](#) le 12 mai 2026. Il a alors clairement affirmé que la vente de la division israélienne de WSP Global était un « résultat tangible » d'une intervention de la Caisse (guidée par sa politique des droits de la personne) auprès d'une entreprise dont elle est un actionnaire important. Et quand elle n'est pas un actionnaire important, la Caisse a d'autres canaux pour intervenir de concert avec d'autres investisseurs.

De plus en plus de Québécois-es découvrent avec stupéfaction que des investissements de la Caisse les rendent complices des crimes contre le peuple palestinien et font connaître leur opposition, notamment à travers la campagne « Sortons la Caisse des crimes en Palestine ». Cette analyse se veut un outil de plus pour soutenir leur mobilisation.